



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

JEUDI 17 MARS 2022

RASSEMBLEMENT À 14H
DEVANT LE PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE
AU MANS

Après la journée d'action du 27 janvier, qui a rassemblé plus de 150 000 manifestant-es dans toute la France pour exiger l'augmentation des salaires, pensions et des minima sociaux ainsi que l'amélioration des conditions de travail, l'intersyndicale nationale CGT, FSU, Solidaires, UNSA et les organisations de jeunesse UNEF, FIDL et MNL a décidé d'un nouveau temps de mobilisation le jeudi 17 mars prochain

Nous vivons une période anxieuse du fait de la guerre en Ukraine et du dernier rapport du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) qui confirme les prédictions des précédents travaux sur le réchauffement climatique et ses conséquences sur nos sociétés.

Vivre dans une société apaisée nécessite de rompre avec les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs en alliant les questions sociales et environnementales.

Face à une inflation galopante, à l'augmentation des produits alimentaires mais aussi de l'énergie, à l'image du gaz, de l'électricité et des carburants, il est grand temps de mettre en oeuvre, et d'imposer au gouvernement et au patronat, des mesures concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.

Nous sommes dans une situation d'urgence salariale, qui conduit à des détresses majeures pour nombre de salarié-es précarisé-es, et à une crise du recrutement dans beaucoup de secteurs.

Le 8 mars des dizaines de milliers de salarié-es ont répondu à l'appel à la grève féministe pour exiger l'égalité salariale entre les genres (en moyenne, les femmes touchent 28,5% de salaire en moins que les hommes.). Alors que la première loi sur l'égalité professionnelle fête ses 50 ans, et que les luttes féministes exemplaires se sont développées, gouvernement et employeurs refusent de financer des mesures pour s'attaquer radicalement aux racines des inégalités salariales.

- Pour une revalorisation immédiate de l'ensemble des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la Fonction Publique (dégel du point d'indice).
- Pour un SMIC à 2000 euros brut
- Pour l'augmentation des bourses pour les étudiant-es et des pensions pour les retraité-es.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION

LE 17 MARS

POUR LES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMAS SOCIAUX



L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES RÉMUNÉRATIONS : UNE NÉCESSITÉ URGENTE!

Les quelques mesures que le gouvernement déclenche, opportunément à quelques semaines d'une élection politique importante ou celles qu'il a prises sous la contrainte de la crise sanitaire (comme le Ségur de la Santé par exemple), ne peuvent faire oublier son vrai bilan.

Rien n'a été fait pour conforter, augmenter, revaloriser les rémunérations des agent-es de la fonction publique. Si ces mesures de dernière minute sont bienvenues tant le pouvoir d'achat de toutes et tous est impacté par l'inflation galopante, elles n'effacent pas la réalité d'une politique orientée contre les rémunérations des personnels de la fonction publique.

LE BILAN DU GOUVERNEMENT :

-À peine arrivé aux responsabilités en 2017, le gouvernement décale d'un an l'application des mesures de carrière du protocole PPCR qui revalorisait les grilles : ce qui devait s'appliquer en 2018 s'est appliqué en 2019...

-Et c'est avec une détermination acharnée que le gouvernement a maintenu le gel de la valeur du point d'indice.

Au total, cinq années durant, c'est une politique contre les rémunérations des agent-es de la fonction publique qui a été conduite !

LE RÉSULTAT EST CONSTERNANT :

-Perte de pouvoir d'achat pour toutes et tous !

-Les premiers échelons de la catégorie C sont engloutis par les évolutions du SMIC... La catégorie B commence au SMIC... La catégorie A-type débute à 1,16 SMIC...

-Difficulté à recruter tant l'attractivité des carrières de la Fonction publique s'érode.

-Développement des indemnités, inégalitaires entre les personnels, inégalitaires entre les femmes et les hommes, et qui ne comptent quasiment pas pour la retraite...

Et les collègues retraité-es, parce que leurs pensions ne sont pas revalorisées pour faire face à l'inflation, voient aussi leur pouvoir d'achat fondre...

LA FSU REVENDIQUE IMMÉDIATEMENT :

-Une revalorisation générale des grilles et des carrières, maintenant !

Cela passe par une attribution immédiate de 70 points sur l'ensemble de la grille indiciaire et l'ouverture sans délai d'une négociation pour revaloriser les carrières et permettre des déroulements sans obstacle pour garantir leur attractivité.

-Un plan de revalorisation immédiat pour le point d'indice afin de contrer l'inflation et rattraper les pertes subies pour préserver et améliorer le pouvoir d'achat de tous les personnels !

-la résorption de tous les facteurs d'inégalités salariales et de déroulement de carrière entre les femmes et les hommes : l'égalité, c'est maintenant !

ÇA SUFFIT ! ASSEZ DE PERTE DE POUVOIR D'ACHAT !

Que nous soyons adjoint-e technique ou secrétaire administratif-ve, enseignant-e ou infirmier-e, technicien-ne ou AESH, psychologue ou ATSEM, assistant-e de service social ou agent-e d'accueil, etc. personnels de la Fonction publique, contractuel-les ou fonctionnaires, il nous faut toutes et tous ensemble faire entendre notre légitime revendication d'augmentation générale de nos rémunérations.

LE 17 MARS,

**JOURNÉE UNITAIRE ET INTERPROFESSIONNELLE DE MOBILISATION
POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES !**

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !